

N° 5312<sup>1</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

**PROJET DE LOI**

**modifiant la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal**

\* \* \*

**AVIS DU CONSEIL D'ETAT**

(20.4.2004)

Par dépêche du 10 mars 2004, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, soumit à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre de la Santé.

Au texte du projet étaient joints un exposé des motifs et commentaire de l'article unique ainsi qu'un avis du Collège médical du 21 janvier 2004 relatif à un avant-projet de la loi sous rubrique. A signaler que cet avant-projet, qui n'est pas versé au dossier, a été modifié au vu des critiques du Collège médical qui contestait notamment la réduction du nombre des postes réservés aux médecins dans la composition de la commission administrative.

\*

**CONSIDERATIONS GENERALES**

Le présent projet tend à modifier la loi du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg, groupant la Maternité Grande-Duchesse Charlotte, la Clinique pédiatrique Fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'Hôpital municipal telle qu'elle a été modifiée par la loi du 31 juillet 1990.

Le premier et principal objet de la loi est d'assurer une représentation de la Fondation Norbert Metz au sein de la commission administrative du Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) suite à l'intégration des services hospitaliers de la Fondation Norbert Metz à Eich dans les structures du Centre hospitalier.

Sous réserve de ses observations à l'endroit de l'examen de l'article unique, le Conseil d'Etat approuve cette visée qui constitue l'ultime étape du processus déclenché le 15 octobre 2001 par la convention de collaboration, remplacée par la convention du 14 juillet 2003 qui se situe dans le cadre tracé par l'article 3, alinéa 2 de la loi modifiée du 10 décembre 1975, aux termes duquel „des établissements à caractère ... hospitalier ... pourront être intégrés ou rattachés ... de leur accord, par arrêté grand-ducal et sur avis du Collège médical, au Centre hospitalier de Luxembourg“.

L'arrêté grand-ducal du 3 octobre 2003 portant intégration et rattachement des services hospitaliers de la Clinique d'Eich, Fondation Norbert Metz, au Centre hospitalier de Luxembourg, pris en exécution de l'article 3, alinéa 2 susmentionné et dûment publié au Mémorial, avait formalisé ce rattachement. A signaler que si, d'après l'article 3, alinéa 2 de la loi, les établissements peuvent être „intégrés ou rattachés“ au Centre hospitalier, tant la convention du 14 juillet 2003, que l'arrêté grand-ducal utilisent l'expression équivoque et contradictoire „intégration et rattachement“.

Même si les deux notions n'ont aucune signification juridique très précise, il eût été préférable de n'employer que le terme „intégration“. Ceci est d'autant plus vrai qu'un simple rattachement au CHL ne justifierait nullement une admission de représentants des services „rattachés“ dans l'organe de décision de l'établissement public CHL.

\*

## EXAMEN DE L'ARTICLE UNIQUE

Le Conseil d'Etat estime que la présentation du projet sous forme d'un article unique et la subdivision en „points“ ainsi que la subdivision du point 4 en A, B, C, D n'est pas conforme aux usages légistiques. Il propose d'adopter une présentation sous forme d'articles et de paragraphes.

### 1. (Article 1er selon le Conseil d'Etat)

Les auteurs du projet de loi souhaitent modifier l'intitulé de la loi en remplaçant la désignation ancienne par celle de „loi relative à l'établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg“. Le Conseil d'Etat approuve cette intention et suggère le libellé encore plus simplifié: „Loi relative au Centre hospitalier de Luxembourg“.

En conséquence, l'article 1er se lira comme suit:

**„Art. 1er.** L'intitulé de la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg, groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal est remplacé comme suit:

*„Loi modifiée du 10 décembre 1975 relative au Centre hospitalier de Luxembourg“.*

### 2. (Article 2 selon le Conseil d'Etat)

Plusieurs modifications sont apportées à l'article 4 de la loi qui règle la composition de la commission administrative, organe de décision du CHL. Le libellé de l'article 2 (selon le Conseil d'Etat) débute par: „Les modifications suivantes sont apportées à l'article 4 de la même loi:“.

#### A. ((1) selon le Conseil d'Etat)

Il est prévu d'augmenter le nombre des membres effectifs pour le porter de treize à l'heure actuelle à quinze, les deux postes nouvellement créés étant réservés aux délégués de la Fondation Norbert Metz. Les auteurs du projet souhaitent ainsi réagir au vœu des parties signataires de la convention d'„intégration et de rattachement“ du 14 juillet 2003 qui avaient pris soin d'inclure dans leur accord un article VI.1. ainsi libellé:

„Il est de la volonté expresse des deux parties que la loi du 10 décembre 1975 telle que modifiée par la loi du 31 juillet 1990 soit amendée, spécialement en ses articles 4 et 12, de telle sorte à ce que la composition de la commission administrative puisse comprendre une représentation des organismes qui auront demandé et obtenu le rattachement de leurs services hospitaliers au CHL et que la responsabilité de structurer la direction en fonction des besoins réels soit déléguée à la commission administrative. Les organes compétents du CHL effectueront sans délai les démarches requises à cette fin.“

Même si le Conseil d'Etat admet qu'il est nécessaire d'intégrer des représentants de la Fondation Norbert Metz dans la commission administrative, ne serait-ce que pour souder ce nouvel ensemble, il n'en demeure pas moins que l'hypertrophie de la commission n'est guère de nature à assurer un travail efficace.

A l'instar de ses observations dans son avis du 21 octobre 2003 relatif à l'établissement public „Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation“ (loi du 19 décembre 2003) et dans son avis du 5 février 1997 relatif au „Centre neuropsychiatrique de l'Etat“, le Conseil d'Etat propose de supprimer la représentation de l'Union des caisses de maladie au sein même de la commission. Il y a lieu de citer à cet endroit le passage afférent de l'avis du 5 février 1997:

„Quant aux délégués de l'Union des caisses de maladie, le Conseil d'Etat s'y oppose fermement ... La participation de l'Union des caisses de maladie aux prestations de l'établissement est arrêtée selon les dispositions des articles 74 et suivants du code des assurances sociales. Il résulte de l'ensemble de ces dispositions que les budgets des hôpitaux sont arrêtés sur la base de propositions et de contre-propositions pouvant, le cas échéant, aboutir à un différend devant la commission de conciliation. Le budget est partant le résultat de négociations entre l'Union des caisses de maladie et chaque établissement hospitalier. Dans ces conditions il est inadmissible que l'Union des caisses de maladie soit représentée au sein du conseil d'administration des établissements hospitaliers. Si tel est encore le cas pour le Centre hospitalier de Luxembourg, il convient de modifier cette disposition légale dans les meilleurs délais.“

A signaler que le législateur avait notamment suivi le Conseil d'Etat sur ce point dans le contexte de la loi du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public „Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation“.

Le Conseil d'Etat insiste fermement à voir supprimer cette représentation également dans le présent projet.

Pour maintenir le nombre actuel de treize membres, ce qui aurait l'avantage de préserver une composition impaire, tout en intégrant deux nouveaux membres représentant la Fondation Norbert Metz, le Conseil d'Etat suggère de réduire le nombre des délégués de l'Etat de sept à six. L'alinéa 1 se lira dès lors comme suit:

„L'établissement est administré par une commission administrative composée de treize membres effectifs, à savoir six délégués de l'Etat, dont deux médecins et un délégué du ministre ayant le Budget dans ses attributions, trois délégués de la Ville de Luxembourg, deux délégués de la Fondation Norbert Metz et deux délégués du personnel du Centre hospitalier, dont un médecin et un membre du personnel de soins, administratif, technique ou ouvrier.“

*B. ((2) selon le Conseil d'Etat)*

Sans observation.

*C. ((3) selon le Conseil d'Etat)*

Au vu des modifications apportées sub 2. A., l'alinéa 4 de l'article 4 se lira comme suit:

„Les membres de la commission administrative sont nommés par le Grand-Duc sur proposition, par le ministre ayant la Santé dans ses attributions, d'une liste de candidats à présenter par les ministres concernés pour les délégués de l'Etat, par le conseil communal de la Ville de Luxembourg pour les délégués de la Ville de Luxembourg, par le conseil d'administration de la Fondation Norbert Metz pour les délégués de cette fondation, par le conseil médical du Centre hospitalier pour le délégué des médecins du Centre hospitalier, par la délégation des ouvriers et la délégation des employés du Centre hospitalier pour le délégué du personnel du Centre hospitalier, conformément aux dispositions établies à l'article 5 ci-dessous.“

Le Conseil d'Etat s'est prononcé itérativement contre la possibilité de nommer des fonctionnaires aux organes de décision des établissements publics qui, en vertu de leurs fonctions, sont appelés à surveiller ou à contrôler le même établissement. Une disposition afférente a déjà été introduite notamment dans l'article 3 de la loi du 29 juin 2000 régissant le Centre national sportif et culturel, dans l'article 3 de la loi du 24 juillet 2001 portant création d'un établissement public nommé „Centre Culturel de Rencontre Abbaye Neumünster“ et dans l'article 4 de la loi du 19 décembre 2003 portant création de l'établissement public Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation.

Le Conseil d'Etat demande dès lors, sous peine d'opposition formelle, l'intégration d'un alinéa ainsi libellé:

„Ne peuvent devenir membres de la commission administrative le ou les fonctionnaires qui, en vertu de leurs fonctions, sont appelés à surveiller ou à contrôler le Centre ou qui, en vertu des pouvoirs leur délégués, approuvent des actes administratifs ou signent des ordonnances de paiement ou d'autres pièces administratives entraînant une dépense de l'Etat en faveur du Centre.“

*3., 4., 5., 6. et 7. (Articles 3 à 7 selon le Conseil d'Etat)*

Sans observation.

*8. (Article 8 selon le Conseil d'Etat)*

Les auteurs du projet souhaitent tenir compte de la présence de médecins exerçant sous le statut libéral à la Clinique d'Eich. Il s'agit d'une disposition transitoire qui ne s'appliquera qu'aux médecins agréés par la Fondation avant le 31 décembre 2003. Le Conseil d'Etat peut approuver cette mesure transitoire.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 20 avril 2004.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES

